



Guerre Israël-Palestine : ne vous y méprenez pas, Biden approuve pleinement le génocide à Gaza

La Maison-Blanche a besoin d'une couverture pour masquer sa complicité. En désespoir de cause, elle ressuscite une fois de plus la solution à deux États, depuis longtemps enterrée

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 21 novembre 2023

[Middle East Eye](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La Maison-Blanche est confrontée à un dilemme. Elle a le pouvoir d'arrêter net le [carnage à Gaza](#) quand elle le souhaite. Mais elle choisit de s'en abstenir.

Les [États-Unis](#) sont déterminés à soutenir jusqu'au bout leur État client en autorisant [Israël](#) à détruire la minuscule enclave côtière, manifestement quel qu'en soit le prix en vies [palestiniennes](#).

Mais la perception du public – et c'est tout ce qui préoccupe Washington – est désastreuse.

Les images relayées à la télévision montrent des centaines de milliers de Palestiniens [fuyant leurs maisons détruites](#), à une échelle inédite depuis les précédentes opérations de [nettoyage ethnique](#) de masse menées par Israël en 1948 et 1967.

Même les médias occidentaux peinent à occulter la montagne de corps écrasés et ensanglantés à Gaza. Le bilan connu dépasse désormais les 12 300 morts et des milliers d'autres personnes sont ensevelies sous les décombres. Les survivants subissent une [politique génocidaire](#) qui les prive de nourriture, d'eau et d'électricité.

Le week-end dernier, la guerre déclarée d'Israël contre le Hamas s'est transformée en une guerre ouverte contre les hôpitaux de Gaza. Médecins sans frontières a rapporté que l'hôpital al-Chifa de Gaza était bombardé de manière répétée et privé d'électricité, ce qui a donné lieu à des scènes [horribles](#) où des bébés prématurés ont perdu la vie après que leur couveuse a cessé de fonctionner.

Le personnel qui a tenté d'évacuer l'hôpital, comme Israël l'avait ordonné, [a essuyé des tirs](#). Des scènes similaires [se sont déroulées](#) à [l'hôpital al-Rantisi](#).

Mesures palliatives désespérées et absurdes

L'indignation des opinions publiques occidentales ne cesse de croître. Les marches de protestation ont attiré [des foules](#) sans précédent depuis les manifestations de masse contre la guerre en Irak il y a vingt ans.

Les alliés occidentaux ont de plus en plus de mal à dissimuler et à justifier leur complicité dans ce qui relève incontestablement de [crimes contre l'humanité](#) commis par Israël.

Le président français Emmanuel Macron [a rompu les rangs](#) le week-end dernier. Son message a été résumé sans détour par la BBC : « Macron appelle Israël à cesser de tuer les femmes et les bébés de Gaza ».

En privé, les alliés des États-Unis au Moyen-Orient [supplient](#) la Maison-Blanche [d'utiliser son influence](#) pour freiner Israël.

En parallèle, Washington a parfaitement conscience que les adversaires régionaux d'Israël pourraient rapidement [être entraînés](#) dans le conflit, ce qui l'élargirait et [l'intensifierait](#) dangereusement.

Sa [réaction](#) immédiate a pris la forme de mesures palliatives désespérées et absurdes visant à atténuer les critiques, notamment de la part de 500 membres du personnel de l'administration qui ont adressé mardi une lettre à Biden pour protester contre le soutien inconditionnel de la Maison-Blanche à Israël.

Parmi ces mesures, le président a [appelé](#) à une « action moins intrusive » d'Israël dans les hôpitaux peu avant [que l'on ne rapporte](#) l'assaut des forces israéliennes contre al-Chifa.

Des rumeurs ont également circulé selon lesquelles Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique qui a [participé à l'attaque américaine](#) contre l'Irak en 2003 en violation du droit international, [pourrait servir](#) de « coordinateur humanitaire » de l'Occident dans la bande de Gaza.

Ce dont l'administration Biden a réellement besoin, c'est d'une couverture pour justifier le fait qu'elle continue de fournir les armes et les fonds nécessaires à Israël pour commettre ses crimes à la vue de tous

Mais ce dont l'administration Biden a réellement besoin, c'est d'une couverture pour justifier le fait qu'elle continue de fournir les armes et les fonds nécessaires à Israël pour commettre ses crimes à la vue de tous.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a exposé son plan début novembre à l'occasion d'une rencontre du G7. L'objectif est de détourner l'attention des politiques génocidaires d'Israël à Gaza et du soutien de Washington à ces dernières vers une discussion purement théorique sur ce qui pourrait se passer après la fin des combats.

Esquissant sa « vision » de l'après-guerre pour Gaza, Blinken a [déclaré](#) : « Il est également clair qu'Israël ne peut pas occuper Gaza. La réalité, c'est qu'une période de transition pourrait être nécessaire à la fin du conflit [...]. Nous n'envisageons pas une réoccupation et ce que j'ai entendu de la part des dirigeants israéliens, c'est qu'ils n'en ont pas l'intention. »

Strates de tromperie

Lorsqu'il était encore le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, James Cleverly (depuis le 13 novembre, il est ministre de l'Intérieur) s'est fait l'écho de son homologue américain en soulignant que le pouvoir à Gaza serait confié à « des dirigeants palestiniens épris de paix ».

Tous deux semblent favorables à ce que Mahmoud Abbas, de l'Autorité palestinienne, prenne le contrôle de Gaza – ou de ce qu'il en reste. Cette manœuvre de mauvaise foi est

sans commune mesure, même par rapport aux standards habituels de ces deux pays en matière de mensonge.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne veulent nous faire croire, du moins pendant que les Palestiniens se font massacrer jour après jour, qu'ils ont sérieusement l'intention de ressusciter le cadavre depuis longtemps refroidi de la solution à deux États.

Les strates de tromperie sont si nombreuses qu'il faut les décortiquer une à une.

La première supercherie flagrante est l'insistance de Washington à ce qu'Israël évite de « réoccuper » la bande de Gaza. Blinken veut nous faire croire que l'occupation de la bande de Gaza a pris fin il y a de longues années, lorsqu'Israël a démantelé ses colonies juives en 2005 et retiré les soldats qui protégeaient les colons.

Cependant, si Gaza n'était en réalité pas occupée avant l'invasion terrestre actuelle d'Israël, comment Washington explique-t-il le blocus israélien de la minuscule enclave au cours des seize dernières années ? Comment Israël a-t-il pu sceller les frontières terrestres de Gaza, bloquer l'accès aux eaux territoriales de Gaza et patrouiller en permanence dans le ciel de Gaza ?

Le fait est que Gaza n'a pas connu un seul jour sans occupation israélienne depuis 1967. Avec le retrait de ses colons juifs il y a dix-huit ans, Israël a simplement commencé à gérer l'occupation à distance en tirant parti des nouvelles avancées en matière d'armement et de technologies de surveillance.

Israël a mis au point et perfectionné une occupation hautement sophistiquée, à distance, et s'est servi d'adolescents israéliens armés de manettes pour exercer une influence divine sur la vie de 2,3 millions de Palestiniens emprisonnés.

Israël ne risque pas de « réoccuper » Gaza. Il n'a jamais cessé de l'occuper.

Mais l'idée selon laquelle Israël et Washington ne seraient pas sur la même longueur d'onde relève d'une pure supercherie. Cette « querelle » est entièrement inventée

Une autre supercherie repose dans l'impression que Blinken crée intentionnellement, à savoir que les États-Unis se prépareraient à une confrontation avec Israël quant à l'avenir de Gaza.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a clairement fait savoir qu'il n'était pas disposé à s'asseoir à la même table que les dirigeants palestiniens, même ceux qui sont « épris de paix ». Le week-end dernier, il a une nouvelle fois déclaré qu'Israël prendrait le « contrôle sécuritaire » de l'enclave dès lors que le Hamas aurait disparu.

« Il n'y aura pas de Hamas », a-t-il [déclaré](#) aux Israéliens. « Il n'y aura pas d'autorité civile qui éduque les enfants à haïr Israël, à tuer les Israéliens, à anéantir l'État d'Israël. »

Les troupes israéliennes pourront « entrer [à Gaza] quand nous le voulons pour tuer des terroristes », a-t-il ajouté.

De toute évidence, les commandants militaires israéliens semblent [prendre ce message à](#)

[cœur](#), affirmant être de retour à Gaza [pour de bon](#).

Mais l'idée selon laquelle Israël et Washington ne seraient pas sur la même longueur d'onde relève d'une pure supercherie. Cette « querelle » est entièrement inventée, conçue pour faire croire que l'administration Biden, en poussant à la négociation, prend le parti des Palestiniens contre Israël. Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité.

La solution sans État

Ce simulacre est une aubaine pour les deux parties. Les États-Unis veulent donner l'impression qu'un jour, une fois toutes les maisons de Gaza détruites et son nettoyage ethnique terminé, ils traîneront Netanyahu à la table des négociations à coups de pied et en hurlant.

En difficulté, Netanyahu peut pour sa part marquer des points auprès de la droite israélienne en affichant une attitude de défi à l'égard de l'administration Biden.

Ce n'est que pure mise en scène. La confrontation ne se matérialisera jamais. La « vision » américaine n'est que factice.

La vérité est que Washington a formellement abandonné la « solution à deux États » il y a des années, conscient qu'Israël n'autoriserait jamais un État palestinien, aussi restreint soit-il.

Au cours des trois dernières décennies, Israël est passé du bluff – maintenu pendant le [processus d'Oslo](#) – quant à l'idée de concéder un jour un État palestinien factice et démilitarisé, coupé du reste du Moyen-Orient, à un rejet catégorique de la création d'un État palestinien quelles qu'en soient les conditions.

En juillet, soit bien avant l'attaque du Hamas du 7 octobre, Netanyahu aurait déclaré lors d'une réunion parlementaire israélienne à huis clos que les espoirs palestiniens d'un État souverain [« \[devaient\] être éliminés »](#).

Ce même Israël qui a refusé de cautionner la création d'un État sous Abbas, le dirigeant palestinien qui a qualifié de [« sacrée »](#) la coordination en matière de sécurité avec Israël, sera-t-il vraiment prêt à remettre les clés du royaume après son dernier accès de fureur ?

N'oublions pas que ce même Netanyahu a [expliqué](#) en 2019 à son parti au pouvoir, le Likoud, que « soutenir le Hamas et lui transférer de l'argent » était le meilleur moyen pour Israël de « contrecarrer la création d'un État palestinien ».

Comme l'administration Biden ne le sait que trop bien, Israël ne laissera jamais des dirigeants palestiniens « modérés » s'établir dans la bande de Gaza, l'unir à la Cisjordanie et renforcer l'argumentaire en faveur d'un État palestinien souverain

Il ne s'agissait pas d'une position marginale. Elle était partagée par l'ensemble de l'establishment militaire et sécuritaire.

Cette stratégie s'est concrétisée par le biais de politiques israéliennes visant à diviser de manière permanente, tant physiquement et politiquement, les deux principales

composantes territoriales d'un futur État palestinien : la Cisjordanie et la bande de Gaza.

La circulation entre les deux territoires a été rendue pratiquement impossible et Israël y a cultivé des leaderships locaux différents et antagonistes de manière à ce qu'aucun ne puisse prétendre représenter le peuple palestinien.

Lors de la réunion parlementaire de juillet, Netanyahou a également martelé qu'il était primordial pour Israël [de soutenir l'AP](#) en Cisjordanie.

En parallèle, la capitale nécessaire d'un État palestinien, Jérusalem, a été physiquement isolée des deux territoires et vidée de toute représentation politique palestinienne.

Comme l'administration Biden ne le sait que trop bien, Israël ne laissera jamais des dirigeants palestiniens « modérés » [s'établir dans la bande de Gaza](#), l'unir à la Cisjordanie et renforcer l'argumentaire en faveur d'un État palestinien souverain.

Plan d'expulsion

Cependant, le discours sur la relance de la solution à deux États sert à détourner l'attention de la solution qu'Israël met véritablement en œuvre au vu et au su de tous.

Les agissements d'Israël en témoignent, puisqu'il bombarde non seulement les habitations de Gaza, mais aussi les infrastructures civiles – hôpitaux, écoles, locaux de l'ONU, boulangeries, mosquées, églises – indispensables à l'un des endroits les plus surpeuplés de la planète.

La population du nord de Gaza a été déplacée de force de manière à former un enclos encore plus petit et encore plus surpeuplé dans le sud du territoire et à faire de l'enclave « un endroit où [aucun être humain ne pourra exister](#) », comme l'a formulé Giora Eiland, ancien conseiller israélien à la sécurité nationale.

L'objectif est limpide : [expulser](#) la population de Gaza vers le territoire égyptien voisin du Sinaï. Et compte tenu du passif d'Israël, la seule conclusion raisonnable à tirer est que les familles de réfugiés de Gaza – dont certaines sont sur le point d'être exilées par Israël pour la deuxième ou la troisième fois – ne seront jamais autorisées à revenir dans les ruines.

L'administration Biden peut prétendre ressusciter une solution à deux États qui n'existe pas. Mais le fait est qu'Israël dispose d'un plan d'expulsion de ce type sur sa planche à dessin depuis des décennies, appelé « [plan pour le Grand Gaza](#) ».

Selon les informations relayées, Washington est favorable à la création d'une enclave palestinienne dans le Sinaï depuis au moins 2007.

En supposant que Gaza survive à l'assaut actuel, la supercherie suivante de Blinken consiste à suggérer qu'Abbas et l'Autorité palestinienne ont la capacité ou la volonté de prendre la place du Hamas.

Il y a bien sûr la petite question de savoir comment Abbas pourrait gouverner une population auprès de laquelle il s'est tant discrédité par le passé en s'accommodant sans cesse des crimes d'Israël. Après tout, son parti, le Fatah, a été chassé de Gaza en 2006 après sa défaite aux élections législatives palestiniennes.

Abbas perd toutefois encore plus [de crédibilité auprès des Palestiniens](#) en assistant passivement aux horreurs qui se déroulent à Gaza. Comme l'a souligné l'ancien ambassadeur britannique Craig Murray, puisque la Palestine est à l'ONU, Abbas pourrait [invoquer la Convention sur le génocide](#) à l'encontre d'Israël.

Cela nécessiterait un arrêt de la Cour internationale de justice. Israël, les États-Unis et le Royaume-Uni se trouveraient alors dans une position délicate. Cependant, Abbas a une fois de plus sacrifié son peuple pour éviter de froisser les États-Unis.

Il est encore plus absurde de penser qu'Israël laisserait l'Autorité palestinienne diriger Gaza alors que cette même AP n'est pas autorisée à gouverner en Cisjordanie.

Abbas n'a aucun pouvoir sur les 62 % de la Cisjordanie que les accords d'Oslo ont placés - temporairement - sous une autorité israélienne totale appliquée par l'armée israélienne et les milices de colons juifs. Ce qui devait être temporaire selon les accords d'Oslo [a été rendu permanent](#) par Israël il y a bien longtemps.

L'idée qu'Abbas puisse prendre en main Gaza alors qu'il est impuissant dans son « fief » cisjordanien relève du conte de fées

Dans un autre quart de la Cisjordanie, l'AP n'est rien de plus qu'une autorité locale glorifiée qui administre les écoles et vide les poubelles.

Dans le cinquième restant du territoire, principalement les zones construites, Abbas dispose de pouvoirs extrêmement limités. L'AP ne contrôle pas les frontières, la circulation interne, l'espace aérien, les fréquences électroniques, la monnaie et le recensement de la population.

Dans ces villes, Abbas ne dispose que d'une force de police qui agit en tant que sous-traitant local de l'armée israélienne en matière de sécurité. Lorsque l'armée israélienne décide de faire le travail elle-même et fait irruption à l'improviste dans une ville de Cisjordanie, les forces d'Abbas s'effacent dans l'ombre.

L'idée qu'Abbas puisse prendre en main Gaza alors qu'il est impuissant dans son « fief » cisjordanien relève du conte de fées.

Le Hamas ne sera pas éradiqué

Mais la supercherie la plus malhonnête de la Maison-Blanche est peut-être l'hypothèse selon laquelle le Hamas - et par extension, toute la résistance palestinienne - peut être [éradiqué de Gaza](#).

Les combattants palestiniens ne sont pas une force étrangère qui a envahi l'enclave. Ils ne sont pas des occupants, bien qu'ils soient présentés ainsi par tous les gouvernements et médias occidentaux.

Ils ont émergé naturellement d'une population qui a enduré des décennies d'abus militaires et d'oppression de la part d'Israël. Le Hamas est l'héritage de ces souffrances.

Les politiques génocidaires d'Israël - à moins qu'il n'ait l'intention d'éliminer tous les Palestiniens de Gaza - ne modéreront pas cet élan de résistance. Israël ne fera qu'attiser la

colère et le ressentiment et renforcer le désir de vengeance.

Même si le Hamas venait à être éradiqué, un autre groupe de résistance, probablement plus désespéré et plus agressif, apparaîtrait à sa place.

La plupart des enfants palestiniens actuellement en proie aux bombardements et à la terreur, qui se retrouvent sans toit avec leur famille et qui voient leurs proches être tués, ne deviendront pas, au cours des prochaines années, de jeunes ambassadeurs de la paix.

Leur droit de naissance sera celui de prendre les armes et de tirer des roquettes. Leur ambition sera de venger leur famille et de laver leur honneur.

Israël et les États-Unis le savent également. L'histoire regorge de leçons de ce type données aux colonisateurs et occupants cupides et arrogants.

Toutefois, leur objectif, quoi qu'ils prétendent, n'est pas une solution ou une résolution. C'est la guerre permanente. C'est perpétuer le « cycle de violence ». C'est huiler les chenilles des chars de la machine de guerre lucrative de l'Occident en engendrant ces ennemis mêmes contre lesquels on dit aux opinions publiques occidentales qu'elles doivent être protégées.

Que les Palestiniens soient renvoyés [à l'âge de pierre à Gaza](#), comme le souhaitent depuis longtemps les commandants militaires israéliens, ou qu'ils soient expulsés et condamnés à vivre dans des camps de réfugiés dans le Sinaï, ils n'accepteront pas un destin dans lequel ils seront traités comme des [« animaux humains »](#).

Leur combat se poursuivra. Et Israël et Washington devront continuer d'inventer de nouvelles histoires toujours plus fantaisistes pour tenter de nous persuader que l'Occident a les mains propres.

Jonathan Cook

Traduit de l'anglais ([original](#)) par [VECTranslation](#).

Jonathan Cooke est l'auteur de trois ouvrages sur le conflit israélo-palestinien et le lauréat du prix spécial de journalisme Martha Gellhorn. Son site web et son blog sont disponibles à l'adresse : www.jonathan-cook.net

La source originale de cet article est [Middle East Eye](#)
Copyright © [Jonathan Cook](#), [Middle East Eye](#), 2023

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca